

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 28 décembre 2022

Nos réf. : SAU/PFM/MT n° 22-553

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Décharge communale VILLEMORIEN

Lieu-dit "Val Vallant"
10110 VILLEMORIEN

Code AIOT : 0100006117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 septembre 2022 dans l'établissement Décharge communale implanté lieu-dit "Val Vallant" 10110 VILLEMORIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Décharge communale
- Lieu-dit "Val Vallant" 10110 VILLEMORIEN
- Code AIOT : 0100006117
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site mentionné suite à un signalement. Le site étant clôturé, les constats ont été effectués aux abords du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Site illégal
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Brûlage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 III (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La commune de Villemorien, en qualité d'exploitant, exploite une installation de stockage de déchets illégale (décharge), et y pratique des brûlages de déchets (dont possiblement des déchets dangereux).

L'inspection des installations classées propose que l'exploitant régularise sa situation et dans l'attente que l'exploitant cesse toute activité sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1
Thème(s) : Illégaux, Installation non autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.
Constats : L'installation visée par le présent constat est localisée sur la commune de Villemorien, parcelle cadastrale 000 / ZA / 0040, coordonnées 48.08668 , 4.283688 L'inspection des installations classées a constaté sur cette parcelle : <ul style="list-style-type: none">- Un portail, sur lequel est indiqué « gravats à gauche » et « végétaux à droite », démontrant l'organisation de la gestion des déchets sur ce site par la commune et donc l'exploitation d'une décharge illégale ;- Plusieurs monticules de déchets inertes (briques, sable...), de terre et de végétaux ;- Plusieurs zones de brûlage à l'air libre, notamment des pots de peinture carbonisés. Par mail du 29 septembre 2022, l'inspection des installations classées a sollicité la mairie de VILLEMORIEN afin de déterminer le propriétaire de la parcelle. La mairie a répondu par mail le même jour que cette parcelle constituait la « décharge communale », reconnaissant par conséquent les faits. L'inspection des installations classées conclut que cette parcelle constitue une installation de stockage de déchets. La nature exacte des déchets ne peut être déterminée avec certitude sans prélèvement, cependant, hors brûlage, aucun déchet dangereux n'a été constaté visuellement. L'exploitant n'est autorisé pour aucune installation de stockage de déchets et n'a par ailleurs déposé aucun dossier d'autorisation : l'exploitation est illégale. A noter également, que l'ARS a indiqué par mail du 22 décembre 2022 à l'inspection des installations classées que la "décharge se situe dans l'aire d'alimentation des sources de Jully-sur-Sarce, alimentant en eau potable l'agglomération troyenne, pour partie." En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation. Dans l'attente de cette décision, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de suspendre l'activité du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure et mesures conservatoires
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Brûlage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux , article 33 III (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté plusieurs zones de brûlage et notamment des pots de peinture calcinés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Sans délai

Planche photographique

